

Trois Belges sur la liste des combattants de l'EI

Une liste reprenant le nom de milliers de candidats djihadistes de l'EI circule dans plusieurs médias. Les noms de deux Verviétois et d'un Liégeois y figureraient.

La liste de combattants de l'Etat islamique obtenue par «Zaman al Wasl», un média proche de l'opposition syrienne, puis communiquée à plusieurs médias étrangers, dont le britannique «Sky News» et le quotidien flamand «De Tijd», reprendrait le nom d'au moins trois Belges: deux Verviétois et un Liégeois. Tous trois auraient des origines nord-africaines.

Mercredi soir, «Sky News» avait annoncé avoir consulté des documents contenant le nom de milliers de candidats étrangers au djihad, provenant d'une cinquantaine de pays. C'est un ancien combattant de l'Armée syrienne libre, passé dans les rangs de l'EI avant de s'enfuir désillusionné, qui les aurait subtilisés.

Des authentiques?

Plusieurs experts du terrorisme mettent en doute l'authenticité des documents. Certaines incohérences et erreurs grammaticales appelleraient à la plus grande prudence. D'après l'AFP, le nom arabe de l'«Etat islamique d'Irak et de Syrie», un ancien nom de l'EI, y est écrit de deux manières. On y verrait

Les autorités allemandes ont déclaré hier qu'il s'agissait «probablement de documents authentiques».

également un logo qui n'a jamais été utilisé par le groupe terroriste. Selon Dalia Ghanem-Yazbeck, une chercheuse au centre Carnegie de Beyrouth citée par AFP, ces erreurs pourraient s'expliquer par le fait que certains documents «remontent à fin 2013, au moment où l'EI commençait à établir son Etat». Quoi qu'il en soit, les autorités allemandes ont déclaré hier qu'il s'agissait «probablement d'authentiques». Les documents, qui prennent la forme de fiches, reprennent les données personnelles de candidats au combat ou à des attentats suicides. Chaque recrue présumée y répond à une vingtaine de questions (nom, groupe sanguin, niveau d'études, profession, nom et numéro de téléphone de personnes de contact, connaissance de l'islam, etc.).

Les Belges

D'après le «Tijd», qui a pu consulter les documents, le premier djihadiste belge se ferait appeler Abu Hamza al Belgiki. Né en 1988, il aurait été domicilié à Verviers avant de partir en Syrie en 2014. Il aurait été emprisonné à plusieurs reprises en Belgique pour vols et faits de violence, notamment sur des policiers. L'homme serait parti en Syrie comme combattant. Le deuxième Belge, de Verviers lui aussi, serait né en 1991. Marié et père de deux enfants, il se ferait appeler Abu Saïf al Belgiki. Également parti en Syrie pour combattre, le jeune Belge aurait indiqué n'avoir qu'une connaissance assez limitée de la religion, comme le premier combattant belge. Les deux hommes se présenteraient comme travailleurs manuels. Le troisième, un étudiant provenant de Liège, aurait quant à lui indiqué vouloir mener une attaque suicide. Enregistré sous le nom d'emprunt Abou Nour al Jazeri, il serait arrivé en Syrie en février 2014. C. M., AVEC AFP

ÉLECTIONS

L'Europe envisage des sanctions contre le Congo

Dans une résolution, le Parlement européen s'inquiète du contexte préélectoral nébuleux en République démocratique du Congo. À neuf mois des élections législatives, «tout laisse penser que tout est fait pour que le scrutin n'ait pas lieu dans les délais prévus, ce qui permettrait au président Kabila de garder la mainmise sur le pouvoir en dépit des règles constitutionnelles», s'inquiète Marie Arena (PS). Le Parlement estime que des «sanctions ciblées» (gel des avoirs de responsables et interdictions de visas) doivent être activées en cas de nécessité. L'Europe devrait aussi pouvoir utiliser les accords de libre échange en cours de négociation pour faire pression sur les autres gouvernements africains, estime le Parlement.

ENVIRONNEMENT

300 catastrophes naturelles recensées en 2015

Le courtier et conseiller en assurances Aon a publié son rapport annuel sur les catastrophes et le climat. En 2015, 300 catastrophes naturelles ont été recensées dans le monde, alors que la moyenne est de 269 sur les 15 dernières années. Les pertes économiques sont estimées à 123 milliards de dollars: c'est 30% de moins que la moyenne de 175 milliards de dollars. 92% des catastrophes sont d'origine climatologique et 8% sont issues d'activités sismiques et volcaniques. La plus grande perte économique enregistrée provient des feux de forêts en Indonésie (16,1 milliards de dollars). Les tremblements de terre au Népal ont tué 9.120 personnes.

TRUDEAU REÇU EN GRANDE POMPE PAR OBAMA



Barack Obama, 54 ans, et Justin Trudeau, Premier ministre canadien de dix ans son cadet, ont affiché jeudi à la Maison-Blanche leur complicité et leur volonté de renforcer encore les liens entre États-Unis et Canada, en particulier sur le climat. Obama a salué la «nouvelle énergie» apportée par Trudeau et a annoncé un prochain déplacement au Canada. Le jeune Premier ministre et son épouse ont été accueillis en grande pompe pour cette première visite officielle depuis 19 ans. © EPA

«J'y suis né, j'y ai grandi, j'ai vraiment envie d'y retourner»

Il y a cinq ans, le nord-est du Japon subissait un tremblement de terre et un tsunami dévastateurs conduisant à la catastrophe nucléaire de Fukushima. Aujourd'hui, les défis de la réinstallation restent immenses pour les survivants du drame.



À Ishinomaki, région dévastée par le tsunami du 11 mars 2011, la reconstruction est toujours en chantier. Des victimes du désastre logent toujours dans des préfabriqués. Le gouvernement japonais a prévu de véritables nouveaux quartiers pour les reloger mais beaucoup ont la nostalgie de leurs anciennes habitations. © BELGA, GOOGLE, ISOPIX



SHINZO ABE

«LE JAPON NE PEUT SE PASSER DU NUCLÉAIRE»

Le Japon ne peut pas se passer du nucléaire, a affirmé jeudi le Premier ministre japonais Shinzo Abe, à la veille du 5^e anniversaire de la catastrophe de Fukushima. «Notre pays pauvre en ressources ne peut se passer de l'énergie nucléaire pour se garantir un approvisionnement régulier en énergie, tout en tenant compte des considérations économiques et du changement climatique», a-t-il déclaré.

Contre l'avis de son opinion publique, Shinzo Abe a, à maintes reprises déjà, insisté sur le fait que la politique du gouvernement était d'autoriser le redémarrage de «tous les réacteurs nucléaires jugés sûrs». Actuellement, il reste 43 réacteurs nucléaires potentiellement exploitables au Japon (contre 54 avant l'accident de Fukushima), mais **seulement 2 sont en service**. Deux autres avaient été redémarrés en tout ou partie, mais la justice a contraint l'opérateur à les stopper.

AFP

REPORTAGE

PHILIPPE HENRI
ENVOYÉ SPÉCIAL À ISHINOMAKI

L'accueil est fleuri, quoiqu'un peu défraîchi. À deux pas de la mairie d'Ishinomaki, ville du département de Miyagi (nord-est du Japon), sur un ancien parking abîmé par le puissant séisme et le tsunami du 11 mars 2011, la Fureai shotengai, la rue commerçante des rencontres, se dévoile derrière un panneau aux dessins naïfs et multicolores. Cet ensemble regroupe dans des «kasetsu», des abris provisoires, des commerçants dont les magasins ont été détruits par la catastrophe. On trouve ces ensembles dans la plupart des villes sinistrées, avec des problématiques similaires.

Hidehiro Sato dirige la communauté d'Ishinomaki. Pour ce propriétaire du magasin d'électronique Panacc qui se dressait non loin de là, près du fleuve Kitakami, dont les rives sont en pleine reconstruction, la situation est désespérante. «L'endroit où je travaillais est celui où je suis né et j'ai grandi. J'ai vraiment envie d'y retourner», témoigne-t-il dans son kasetsu plein d'un bric-à-brac un peu daté-platine 33 tours et vinyles de jazz notamment – récupéré dans les ruines du magasin.

Mais le choix n'est pas simple. «Je peux soit restaurer mon magasin à mes frais, soit changer de lieu pour être dans un des nouveaux quartiers.» Car ici, comme dans les autres villes sinistrées, une partie des populations sont réinstallées dans des logements en hauteur, loin de la mer. De véritables nouveaux quar-

tiers se créent loin des centres traditionnels, autour d'immenses complexes commerciaux installés par des enseignes comme Aeon. «Si je m'installe dans mon ancien magasin, qui viendra acheter?» interroge Hidehiro Sato. Il a jusqu'à la fin octobre, date prévue pour la réinstallation des commerçants de la Fureai shotengai, pour se décider.

JO de 2020

La question se pose également à plus long terme. «La reconstruction bat son plein. Il y a des travailleurs qui consomment. Elle doit se terminer en 2018. Que se passera-t-il quand tous ces ouvriers seront partis, sans doute pour Tokyo et les chantiers de préparation pour les Jeux olympiques de 2020?»

Le problème est aussi ressenti par Hiroyuki Takeuchi, rédacteur en chef du quotidien local

«Ishinomaki Hibi» et créateur d'un petit musée, le Newsée, consacré à la catastrophe. «Le problème est également lié au vieillissement de la population. Le nombre de nos lecteurs, qui sont 7.800 aujourd'hui, ne cesse de baisser.»

La situation inquiète également les personnes toujours dans des logements provisoires, qui ont ensuite le choix d'acheter ou de louer leur nouveau logement. Le boom de la reconstruction, comme la pénurie de main-d'œuvre et de matières premières, a fait exploser les prix de l'immobilier, multipliés par deux ou trois selon les lieux. Au point qu'à Ishinomaki, où 16.000 personnes – 50% par rapport au lendemain de la catastrophe – attendent un logement, la mairie propose des logements locatifs gratuits pendant les 10 premières années d'occupation.